

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

1. PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT/SITUATION ADMINISTRATIVE

L'exploitation de la carrière a été autorisée le 17 juin 1993 pour une durée de 11 années. La poursuite de l'exploitation a été autorisée, une seconde fois, le 02 juillet 2004 pour une durée de 7 années. Enfin, par arrêté préfectoral, n° 176/2007, du 16 août 2007, la société REP a été autorisée, pour une durée de 17 années, à poursuivre et étendre l'exploitation de la carrière.

L'exploitation de la carrière et de ses installations de broyage, concassage et de criblage relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, conformément au tableau ci-dessous :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Volume
2510-1	A	Exploitation d'une carrière	Exploitation de sables, grès et calcaire	700 000 t/an en moyenne 800 000 t/an maximum soit un volume total : 6 450 000 m ³ (11 000 kt)
2515-1	A	Broyage, concassage	Installation mobile de concassage : 308 kW. Installation mobile de criblage scalpage : 2 x 282 kW	Puissance totale : 872 kW
2417-1	A	Station de transit de produits minéraux	Stockage de matériaux	Volume de stockage max : 800 000 m ³

2. DÉROULEMENT DE L'INSPECTION

L'inspection a eu pour objet le récolement du casier n° 17 dans le cadre de la cessation partielle d'activité carrière.

La visite d'inspection n'est pas un contrôle exhaustif des systèmes mis en œuvre ou des prescriptions applicables à l'établissement.

La visite d'inspection s'est tenue en salle pour l'étude des points mentionnés à l'ordre du jour. Une visite des installations a été ensuite réalisée.

3. VISITE DE RECOLEMENT PARTIEL

Lors de la visite du site du 18 août 2022, l'inspection des installations classées a contrôlé le respect des dispositions applicables concernant la remise en état du site.

Les travaux d'exploitation ont été conduits conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'exploitation de la carrière :

- le gisement a été exploité jusqu'à une côte de 5,50 à 6 m au-dessus du niveau des plus hautes eaux connues de la nappe aquifère,
- les fronts de taille ont été mis en sécurité ne dépassant pas une pente maximale de 45°,
- l'ensemble du terrain a été nettoyé,
- la terre végétale a été décapée de manière sélective de façon à ne pas les mêler aux stériles,

- les terres et stériles de découvertes ont été conservés, à part, pour la réalisation de la barrière d'étanchéité passive ainsi que pour la couverture des déchets et la remise en état du site.

Il a été constaté que les terrains concernés par la cessation partielle d'activité, le casier n° 17, étaient prêts à recevoir des déchets ménagers, conformément à l'article II-13 de l'arrêté préfectoral n° 176/2007 du 16 août 2007.



Casier 17



Casier 17

4. Dossier de cessation d'activité partielle

L'exploitant a transmis son dossier de cessation partielle d'activité par courriel en date du 9 septembre 2022.

4-1) Contenu de la demande et examen du mémoire

Dans le cadre d'une cessation d'activité et notamment de la cessation de l'exploitation d'une carrière ou de certaines des parcelles exploitées, il est constaté, par procès-verbal de récolement, que la carrière ou les parcelles concernées ont été remises en état, conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral qui encadre l'activité. Ce procès-verbal est rédigé après étude des documents transmis par l'exploitant et constats sur place des travaux réalisés.

Les conditions de remise en état et de remblayage de la carrière exploitée à ciel ouvert par la société REP sont prescrites par les deux arrêtés préfectoraux, à savoir celui autorisant la carrière et celui autorisant l'installation de stockage de déchets non dangereux.

Dans le cadre de son mémoire reçu le 09 septembre 2022, la société VEOLIA sollicite auprès de M. le Préfet, le récolement du casier n° 17 pour l'activité d'extraction de matériaux exclusivement.

Le dossier de cessation d'activité transmis est composé des pièces suivantes :

- une lettre de demande de récolement du casier n° 17 ;
- un dossier contenant :
 - le mémoire sur l'état du site,
 - la liste des parcelles et surfaces à récoiler, soit 5 ha 92 a 76 ca,
 - un plan parcellaire,
 - le plan topographique au 1/1000^{ème} actualisé le 22 août 2022,
 - le déroulé de l'exploitation et les conditions de remise en état des parcelles concernées "*[...] le terrain a été mis en forme en une surface régalée à l'état de fond de fouille en vue de la constitution d'un casier destiné à recevoir les déchets non dangereux[...]*".

4-2) Liste des parcelles déjà récolées

Le tableau ci-dessous reprend les récollements réalisés depuis 2009.

Date du récollement	Commune	Section et n° de parcelle concernée par le récollement	Lieu dit	Superficie autorisée	Superficie récolée
18 mai 2009	LE PLESSIS GASSOT	Section ZB n° 17p	Les rouilleux	29 ha 24 a 10 ca	11 ha 80 a 46 ca
30 mai 2012	LE MESNIL AUBRY	Section Y n° 14 p	Le bois Bouchard	21 ha 44 a 00 ca	03 ha 30 a 87 ca
		Section Y n° 7p		06 ha 23 a 00 ca	02 ha 34 a 49 ca
		Section Y n° 6p		05 ha 66 a 60 ca	00 ha 17 a 26 ca
		Section ZB n° 20p	Le haut du mesnil	14 ha 88 a 00 ca	02 ha 20 a 76 ca
		Section ZB n° 17p	Les rouilleaux	29 ha 24 a 10 ca	01 ha 71 a 37 ca
23 mai 2014	LE MESNIL AUBRY	Section Y n° 14p	Le bois Bouchard	21 ha 44 a 00 ca	03 ha 47 a 71 ca
		Section Y n° 7p		06 ha 23 a 00 ca	01 ha 35 a 21 ca
		Section Y n° 6p		05 ha 66 a 60 ca	00 ha 73 a 34 ca
	LE PLESSIS GASSOT	Section ZB n° 20p	Le haut du mesnil	14 ha 88 a 00 ca	00 ha 15 a 32 ca
11 mai 2015	LE MESNIL AUBRY	Section Y n° 14 p	Le bois Bouchard	21 ha 44 a 00 ca	02 ha 51 a 04 ca
		Section Y n° 7 p		06 ha 23 a 00 ca	0 ha 87 a 03 ca
		Section Y n° 6p		05 ha 66 a 60 ca	01 ha 39 a 04 ca
27 juillet 2016	LE MESNIL AUBRY	Section Y n° 14 p	Le Bois Bouchard	21 ha 44 a 00 ca	03 ha 85 a 20 ca
17 août 2017	LE MESNIL AUBRY	Section Y n° 14p	Le Bois Bouchard	21 ha 44 a 00 ca	3 ha 55 a 69 ca
		Section Y n° 7	Le Bois Bouchard	06 ha 23 a 00 ca	60 a 73 ca
		Section Y n° 3	La Garde	01 ha 74 a 73 ca	51 a 94 ca
			CR dit avenue de Beaumont	00 ha 72 a 84 ca	18 a 40 ca
23 octobre 2017	LE MESNIL AUBRY	Section Y n° 3	La garde	01 ha 74 a 73 ca	0 ha 38 a 81 ca
		Section Y n° 4	La garde	03 ha 13 a 06 ca	0 ha 51 a 15 ca
		Section Y n° 6	Le bois Bouchard	05 ha 60 a 66 ca	1 ha 36 a 54 ca
		Section Y n° 7	Le bois Bouchard	06 ha 00 a 23 ca	1 ha 50 a 41 ca
		CR dit avenue de Beaumont		00 ha 72 a 84 ca	0 ha 13 a 25 ca
14 octobre 2021	LE PLESSIS GASSOT	Section ZB n° 4p	L'arpent aux chevaux		7 ha 86 a 12 ca
		Section ZB n° 5p	L'arpent aux chevaux		2 ha 55 a 80 ca
		Section ZB n° 7p	La rangée		1 ha 93 a 07ca
16 décembre 2021	LE PLESSIS GASSOT	Section ZB n° 3p	L'arpent aux chevaux		0 ha 75 a 70 ca
		Section ZB n° 4p	L'arpent aux chevaux		4 ha 87 a 20 ca
		Section ZB n° 5p	L'arpent aux chevaux		0 ha 02 a 02 ca

4-3) Liste des parcelles à récoler

Les parcelles concernées par le récolement sont les suivantes :

Commune	Section et n° de parcelle concernée par le récolement	Lieu dit	Superficie récolée
Le Plessis-Gassot	Section ZB n° 3p	L'arpent aux chevaux	2 ha 53 a 50 ca
	Section ZB n° 4p	L'arpent aux chevaux	3 ha 39 a 26 ca
Total			5 ha 92 a 76 ca

CONCLUSION ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

La visite d'inspection du 18 août 2022 et l'étude du dossier reçu le 09 septembre 2022 ont permis de constater que les parcelles concernées par la demande de cessation partielle d'activité ont été exploitées et réaménagées comme prescrit dans l'arrêté préfectoral en vigueur. Le fond de fouille peut donc recevoir des déchets non dangereux.

Conformément à l'article R512-39-3-III du code de l'environnement, le présent rapport qui constate la cessation d'activité de carrière sur les parcelles ou parties de parcelles 3p et 4p de la section ZB, pour une surface totale de **5 ha 92 a 76 ca** vaut **procès-verbal de récolement**.

L'inspection propose à M. le Préfet du Val d'Oise de :

- transmettre une copie du présent rapport à l'exploitant et à M. le Maire du PLESSIS GASSOT ;
- informer l'exploitant que le procès-verbal de récolement ne peut en aucune façon être assimilé à un quitus donné à l'exploitant. En effet, à tout moment après la remise en état du site, et conformément à l'article R.512-39-4 du code de l'environnement, le Préfet peut imposer à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Enfin, conformément à l'article L. 514-5 du code de l'environnement, l'inspection informe M. le Préfet qu'une copie du présent rapport est transmise à l'exploitant et qu'il dispose de quinze jours pour d'éventuelles observations.